

**Union européenne - Consultations
citoyennes - Brexit - Italie -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes avec le quotidien "Sud
Ouest"**

(Bordeaux, 11 octobre 2018)

Q - Quel est le but des "consultations citoyennes" ?

R - L'Europe a besoin de réformes profondes. Si on veut la refonder pour les citoyens, notre objectif central, il faut le faire avec eux. C'est le but de ces réunions non partisans à travers l'Europe - un millier rien qu'en France - proposées par le président de la République aux partenaires européens jusqu'à fin octobre. J'ai participé à 50 d'entre elles : c'est l'occasion d'écouter les attentes, propositions et frustrations, de répondre aux questions et d'aborder l'avenir de l'Europe.

Q - Que vous disent les citoyens ?

R - Ils critiquent souvent son fonctionnement mais expriment un fort besoin d'Europe sociale : par exemple un Smic européen, la fin du dumping social entre partenaires. De l'autre, la vive conscience d'être dans un monde instable où notre continent doit se prendre en main face à la Russie, à la Chine et à des Etats-Unis plus imprévisibles. C'est le grand écart entre une Union à la hauteur des enjeux et à hauteur d'homme dans la mondialisation.

Q - Va-t-on vers le Brexit sans accord ?

R - Nous sommes convaincus qu'un bon accord avec Londres est encore possible et c'est ce que nous souhaitons ! Michel Barnier le négocie au nom des Européens dans la transparence et l'engagement. Mais l'heure tourne et l'accord ne peut se faire au détriment des autres Européens. Donc pas à n'importe quel prix. Un Brexit sans accord n'est donc pas à écarter. C'est pourquoi nous avons présenté avec Jean-Yves Le Drian un projet de loi permettant à la France d'être prête à tous les scénarios, même le "no deal".

Q - Êtes-vous inquiète des tensions entre Paris et Rome ? Et du projet de budget 2019 de l'Italie ?

R - Nous travaillons tous les jours avec les Italiens, voisins et partenaires historiques. Sur un sujet aussi sensible que l'immigration, nous avons corédigé les conclusions du Conseil européen de juin. Mais je déplore le ton d'estrade de responsables italiens censés appartenir à

des partis de gouvernement. Les propos extrémistes ne servent à rien, trompent l'opinion, empêchent de trouver des solutions efficaces. S'agissant du budget de l'Italie, c'est à la Commission de dialoguer avec Rome. Quant à la France, elle a été durant des années au-dessus de 3% de déficit budgétaire et n'a donc pas de leçons à donner. Aujourd'hui, nous réduisons le déficit mais ce n'est pas un sujet entre Paris et Rome. Ce que nous devons rappeler, c'est que l'Union a besoin d'une Italie forte et l'Italie d'une zone euro et d'une Europe. En tous cas, après le séisme que fut la crise grecque, l'Union ne peut s'offrir une crise italienne qui serait encore plus grave.

Q - La Pologne et la Hongrie attendent à l'Etat de droit. Y a-t-il une fracture Est-Ouest au sein de l'Union ?

R - La question n'est pas géographique, elle tient aux valeurs. Les pays qui ont fondé l'Europe tournaient le dos à la barbarie. Ceux qui ont rejoint l'Union l'ont fait en tournant le dos à des dictatures qui bafouaient les libertés, la justice et la liberté de presse. Il est hors de question de transiger là-dessus. L'idée n'est pas d'infliger des sanctions à tout prix mais d'avoir un dialogue exigeant pour faire évoluer des décisions qui défigurent nos valeurs./.